

Les bases du CSE

(2 jours)

Soyez à jour
de toutes
les nouveautés
de l'ordonnance
Macron qui
créé le CSE

L'année 2018 inaugure le CSE (comité social et économique) fruit des ordonnances Macron. C'est avec une réécriture complète du droit des instances représentatives qu'il faut repartir.

Le fonctionnement de cette instance unique (commissions, réunions, budgets, expertises...) repose sur des bases nouvelles et de nombreuses règles sont modifiées.

Les attributions des ex DP, DUP, CE et CHSCT s'exerceront « en même temps » avec des moyens atrophiés.

Comment s'adapter ?

Une formation s'impose pour tout élu au nouveau CSE !

Objectifs

- Maîtriser le cadre juridique de l'instance
- Connaître ses droits et obligations
- Appréhender vos missions économiques et sociales

L'organisation interne du comité

Mandats et composition du CSE, rôle spécifique du secrétaire et du trésorier
Les commissions obligatoires, conventionnelles, supplétives ou facultatives : rôle, modalités de fonctionnement, moyens, articulation avec le CSE
Le règlement intérieur du CSE : pour quoi faire ? Qu'y prévoir ?
Obligations de transparence pour la gestion des budgets

Ressources et moyens d'action du CSE

Les budgets du CSE : calcul, modalités de versement et d'utilisation.
Le crédit d'heures: bénéficiaires, règles à respecter, modalités de rémunération.
La formation des membres élus du CSE, les moyens matériels et de communication.
Le recours à des experts : intérêt, modalités, financement.

Les réunions du comité

Séances plénières ordinaires ou extraordinaires : préparatoires, ordre du jour, convocation, conduite des débats, votes et avis.
Les procès-verbaux du CSE : modalités de rédaction, d'adoption, de diffusion et délais.

Les attributions économiques et en matière de santé au travail

L'accès aux informations et le rôle économique du CSE, enjeux de la BDES.
Les 3 consultations périodiques annuelles du CSE : orientations stratégiques, situation économique et financière, politique sociale et conditions de travail.
La mission SSCT (santé, sécurité et conditions de travail) : quelle place lui donnera votre CSE ?
Le processus de consultation : les étapes et les délais.
L'obligation de consulter sur les projets : situations visées, moment, moyens.

La gestion des activités sociales et culturelles

Définir une politique sociale et bâtir un prévisionnel.
Choix des activités et réglementation Urssaf.
La gestion administrative et opérationnelle de vos activités : règles à respecter et pièces à conserver.



2 jours
Possibilité de session
intra toute l'année



Juriste social



2800 € nets



Quel que soit le nombre
de participants



400 € de remise pour
les abonnés ALINÉA